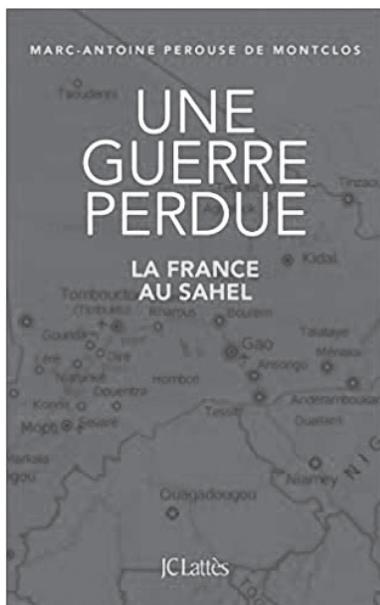


**Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS**

***Une guerre perdue – La France au Sahel***

(Jean-Claude Lattès, 2020, 314 p., 18 €)



186

L'ouvrage organisé en trois parties structurées par neuf « chapitres-combats » précédés, par de courtes présentations des contextes dans lesquels les informations ont été recueillies. Elles s'apparentent aux « notes de terrain ». C'est là une des originalités de l'ouvrage que l'auteur aurait dû développer en précisant le cadre institutionnel et la durée de déroulement des missions dans les pays cités. Ces notes s'ouvrent sur des touches comparatives ancrées dans une approche critique inhérente aux sciences sociales.

Dès l'introduction, l'auteur souligne : « je ne suis pas

antimilitariste [...] je ne suis pas non plus encarté dans un parti politique ... En tant que chercheur j'essaie surtout de rester le plus objectif possible » (p.12). Ces précisions constituent une parade à toute accusation éventuelle de parti pris, car le politiste dénonce fermement les nombreuses exactions meurtrières perpétrées par des militaires des armées nationales (Mali, Nigéria, Tchad, Somalie) sur d'innocentes populations civiles dans un contexte de lutte contre le djihadisme, alors qu'au Mali, par exemple « à Mopti et à Ségou, les habitants estiment que les autorités coutumières sont plus impartiales que les représentants de l'État » (p. 90). Cette dénonciation révèle « L'inanité de la militarisation de la lutte contre le terrorisme qui contribue à déstabiliser les régions » (p. 42-43). Ce terme terroriste a suscité des réflexions sémantiques mentionnant que « les éléments de langage sont importants » (p. 102; 112-119). Cette appellation aurait dû faire l'objet de critiques plus affirmées, car il s'agit là d'un signifiant générique utilisé par les pouvoirs politiques en place. Ce terme, très ambivalent, fut employé par le pouvoir nazi et les « collabos » français pour désigner tous les résistants lors de la Seconde Guerre mondiale. Il fut utilisé par le pouvoir colonial pour nommer les combattants indépendantistes algériens. Afin de dépasser les confusions inhérentes à

cette appellation, il suffit de nommer ces entités par ce qu'elles sont, à savoir des *groupes armés salafistes djihadistes* dont le djihad est mené contre les apostats, les juifs, les croisés et autres mécréants, afin d'instaurer un khalifat régi par la chariya salafiste. Cette idéologie théologique ne doit pas pour autant masquer les triviales réalités locales relatives aux enjeux sur les ressources naturelles (entre les cultivateurs sédentaires dogons et les pasteurs nomades peuls), les règlements de compte et autres manipulations qui contestent de « concevoir la sortie de crise et la démobilisation des combattants en termes de déradicalisation et de désendoctrinement avec des résultats décevants à la hauteur de la qualité du diagnostic » (p. 111 ; 192-198), d'autant que « les divers mouvements djihadistes du Sahel tuent souvent des imams qualifiés de salafistes » (p. 170). Pourtant, la traduction des cassettes d'Amadou Koufa au Mali et au-delà dénonce l'islam confrérique pouvant aller jusqu'au meurtre de leurs imams considérés comme des « bâtards »... Quant aux oppositions violentes « salafistes et djihadistes montrent bien que l'on ne peut confondre les deux types de démarche » (p. 171). Certes, mais la violence s'exerce entre le courant salafiste *quiétiste* et le salafisme *djihadiste*, dont la distinction entre les deux formes de salafisme résulte de la transformation d'une doctrine théologique en une idéologie légitimant le recours aux armes, que le prophète a utilisé pour se *défendre*, s'appuyant ainsi sur la classique distinction entre le grand djihad de nature spirituelle et le petit djihad « guerrier ». Enfin, il n'y a pas de

relation organique dans le passage du wahhabisme au salafisme quiétiste d'une part et celle de ce dernier au salafisme djihadiste d'autre part. Cette possible évolution intervient dans des contextes politiques particuliers tels que ceux de la guerre en Afghanistan contre l'URSS dans les années 1980 ou pendant la guerre civile yéménite en 1994.

Le salafisme « contemporain » (djihadiste) s'inscrit largement dans la continuité de la « guerre d'Afghanistan » (1979-1989). En conséquence, l'auteur a raison de mentionner que ce n'est pas parce que « Les combattants sur le terrain n'ont pas lu les penseurs du djihad » (p. 172) qu'il n'y a pas objectivement de nos jours de salafistes djihadistes qui ignorent la doctrine. Même s'il est vrai « qu'il peut parfaitement y avoir une théorie du djihad sans djihad » (p. 172). Certes, une théorie peut exister sans qu'elle soit mise en œuvre. Cependant, le recours aux armes pour imposer le djihadisme relève, de l'application d'une théorie théologique (le salafisme djihadiste) qui s'applique dans des contextes politiques particuliers.

Pour en terminer avec les mouvances islamistes et leurs diversités : « Dans un tel contexte, il n'est pas rare de voir des sortes d'entrepreneurs religieux établir leur propre congrégation, voire s'autoproclamer prophète » et nous voilà confrontés à l'islam business. Car « Mosquées et écoles coraniques sont en effet sources de profit » (p. 204) tandis que l'aumône islamique (la *zakat*, troisième pilier de l'islam) se voit transformée en « impôt de guerre » (p. 224).

## NOTES DE LECTURE

En conclusion « La France a désormais battu au Mali, le record de longévité de l'Armée rouge en Afghanistan » (p. 299). Dans cette « guerre perdue » j'ai gagné ce que peut-être « un sort d'effet iatrogène » (p. 302) À vos dictionnaires!

**ANDRÉ BOURGEOIS**